Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Bresil-et-Argentine-font-face-au-FMI>

Brésil et Argentine font face au FMI

- Argentine - Économie - Dette externe -

Date de mise en ligne : mardi 16 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Por El Correo

16 de marzo del 2004

Les deux chefs d'Etat ont signé un document de six points dont le principal souligne qu'ils sont d'accord pour "conduire les négociations avec des organismes multilatéraux de crédit en assurant un excédent primaire et d'autres mesures de politique économique qui ne compromettent pas la croissance". Le Brésil et l'Argentine souhaitent notamment que le FMI ne comptabilise pas les investissements publics productifs dans les dépenses, afin que ces investissements soient exclus des ajustements économiques. Les deux présidents ont décidé qu'ils réuniront leur équipes économiques et des Affaires Etrangères d'ici 60 jours pour continuer à donner forme à la stratégie commune et ont appelé les autres pays membres du Mercosur (Paraguay et Uruguay) à s'associer au document.

Cet accord intervient alors que ce même jour, dans une interview au quotidien argentin Clarin, la directrice générale par intérim du Fonds monétaire international Ann Krueger a recommandé aux dirigeants argentins de baisser le ton envers l'institution, dans des propos quelque peu menaçants, une semaine après un nouveau bras de fer entre le FMI et l'Argentine. Cette dernière juge "malheureuse" la rhétorique anti-FMI en vigueur à Buenos Aires. "Ce n'est pas une bonne lecture des intérêts économiques argentins. Ce serait bon qu'ils baissent le ton de leur rhétorique. Cela améliorerait beaucoup les relations de part et d'autre", souligne-t-elle. Elle rappelle les préoccupations de la communauté internationale à propos de l'Argentine".

"Il y règne le sentiment que l'heure est arrivée de s'attaquer aux problèmes". Elle estime qu'une plus grande austérité "aidera la croissance "

Pour elle, les principaux défis du gouvernement de Nestor Kirchner- outre celui de la dette en défaut - sont la redéfinition des tarifs des services publics, la restructuration du système bancaire et la réforme des relations entre l'Etat fédéral et les provinces.